

---

Brochure n° 3286 | Convention collective nationale

IDCC : **1982 | NÉGOCE ET PRESTATIONS DE SERVICES DANS LES  
DOMAINES MÉDICO-TECHNIQUES**

---

**Accord du 11 décembre 2019**

relatif aux certifications éligibles au dispositif de formation « Pro-A »

NOR : ASET2050139M

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UNPDM ;**

**FEDEPSAD,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FNECS CFE-CGC ;**

**FS CFDT ;**

**UNSA FCS ;**

**CFTC SANTE SOCIAUX,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Par cet accord, les partenaires sociaux réaffirment leur volonté commune de développer la formation professionnelle dans la branche du négoce et des prestations de services dans les domaines médicotéchniques et permettre à toutes les entreprises et les salariés de la branche de pouvoir bénéficier du dispositif de reconversion ou promotion par alternance dit « Pro-A ».

Afin de garantir son application effective dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020, les parties signataires sollicitent l'extension rapide de cet accord, et en tout état de cause avant le 31 décembre 2019.

**Article 1<sup>er</sup> | Objet du présent accord**

La loi du 5 septembre 2018 a créé un nouveau dispositif afin de redynamiser la reconversion ou la promotion des salariés par des actions de formation en alternance ou des actions validant les acquis de l'expérience (VAE). Ce dispositif permet donc de favoriser l'évolution ou la promotion professionnelle ainsi que le maintien dans l'emploi des salariés.

Conformément à la publication de l'ordonnance n° 2019-861 le 22 août 2019, la mise en œuvre de la « Pro-A » est conditionnée à l'existence d'un accord de branche étendu qui définit la liste des certifications professionnelles éligibles au dispositif.

Dès lors que les activités des entreprises de la branche sont assujetties à de forte mutation de l'activité et des risques d'obsolescence des compétences notamment liées à l'évolution des technologies relatives aux dispositifs médicaux délivrés, à l'évolution des modes de prises en charge, à la réglementation afférente, comme au développement du numérique en santé, les partenaires sociaux considèrent essentiel de permettre la mobilisation de ce dispositif pour l'ensemble des salariés de la branche, et fixent par cet accord la liste des certifications éligibles.

## **Article 2 | Champ d'application**

Le champ d'application territorial vise l'ensemble du territoire national et tous les territoires visés par l'article 2222-1 du code du travail, notamment la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, la Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le champ d'application professionnel concerne les entreprises relevant de la branche de négoce et de prestations de services dans les domaines médicotechniques.

## **Article 3 | Salariés bénéficiaires**

Aux termes de l'article L. 6324-1 du code du travail, la reconversion ou la promotion par alternance concerne les salariés en contrat à durée indéterminée, les salariés en contrat unique d'insertion à durée indéterminée, et les salariés placés en activité partielle.

En application des dispositions des articles L. 6324-2 et D. 6324-1-1 du code du travail, seuls sont concernés les salariés n'ayant pas atteint un niveau de qualification sanctionné par une certification professionnelle enregistrée au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et correspondant au grade de la licence.

## **Article 4 | Liste des certifications professionnelles éligibles**

Au regard du délai extrêmement court laissé à la négociation et l'impossibilité de réaliser un diagnostic approfondi des besoins des entreprises et salariés de la branche, les parties signataires ont décidé à titre transitoire, et dans l'attente de :

- l'élaboration d'un diagnostic plus exhaustif confié à la CPNE-FP de la branche, avec l'aide de l'OPCO des entreprises de proximité d'une part ;
- de la mise en œuvre du CQP de la branche en cours dans de l'EDEC initié, d'autre part,

de retenir l'intégralité des certifications professionnelles éligibles à la « Pro-A » utilisées sur les 3 dernières années par les entreprises de la branche, listées dans le tableau annexé au présent accord.

## **Article 5 | Durée de la formation**

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, lorsque le dispositif de la reconversion ou promotion par alternance comporte de la formation, celle-ci doit être comprise entre 15 %, sans être inférieure à 150 heures, et 25 % de la durée du dispositif.

Les parties signataires conviennent que la durée de la formation peut toutefois être supérieure à 25 % lorsque :

- les actions de formation ont pour objet de préparer l'obtention d'un diplôme d'État ;
- les actions de formation ont pour objet de préparer l'obtention du titre professionnel technicien d'équipement d'aide à la personne, ou l'obtention du ou des certificats de qualification professionnelle qui seront créés par la branche.

## **Article 6 | Modalités de financement**

L'OPCO des entreprises de proximité, OPCO désigné par la branche prend en charge de tout ou partie des frais pédagogiques ainsi que les frais de transport et d'hébergement, ainsi que les frais annexes telles que les dépenses liées à la rémunération et les charges légales et conventionnelles du salarié.

Cette prise en charge sera établie en fonction des capacités financières de l'OPCO des entreprises de proximité, et des règles de péréquation de France compétences.

Les parties signataires conviennent de renvoyer à la CPNEFP le soin de proposer les niveaux de prise en charge des frais pédagogiques, les frais de transport et d'hébergement, ainsi que des frais annexes, au conseil d'administration de l'OPCO des entreprises de proximité lequel entérinera ces propositions en fonction des capacités financières identifiées. À défaut de proposition formulée la CPNEFP, les modalités de prise en charge fixées par le conseil d'administration de l'OPCO des entreprises de proximité s'appliqueront.

## **Article 7 | Évolution de la liste au gré des besoins identifiés**

Les parties signataires conviennent que la liste des certifications professionnelles éligibles à la « ProA » est révisée par la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) de la branche aussi souvent que nécessaire.

Les listes révisées sont ensuite notifiées aux membres de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation pour conclusion d'un avenant dans le mois qui suit sa notification (CPPNI).

Afin de garantir une mise en œuvre efficiente du dispositif « Pro-A » et soucieux d'avoir une liste cohérente en fonction des évolutions du secteur et plus généralement du monde professionnel, les partenaires demandent à l'OPCO de la branche de formuler des préconisations autant que de besoin.

## **Article 8 | Stipulation spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés**

La branche professionnelle du négoce et des prestations de services dans les domaines médicotecniques étant composée majoritairement d'entreprises de moins de 50 salariés, les dispositions du présent accord ont été rédigées en considération des spécificités de ces entreprises. Par voie de conséquence, l'adoption des stipulations mentionnées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail ne se justifie pas. Cet avenant s'applique quelle que soit la taille de l'entreprise.

## **Article 9 | Durée et entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, prendra effet à compter du premier jour du mois civil qui suit la publication au Journal officiel de l'arrêté d'extension.

Il sera déposé et fera l'objet d'une demande d'extension à l'initiative de la partie la plus diligente dans les conditions prévues par le code du travail.

Conformément à la faculté qui leur est offerte par la circulaire ministérielle du 23 mai 2011 relative aux dates communes d'entrée en vigueur des normes concernant les entreprises, les parties signataires s'accordent pour demander l'application dans les meilleurs délais de l'arrêté d'extension du présent accord.

## **Article 10 | Extension**

En application des articles L. 2261-15 et L. 2261-24 du code du travail, les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent accord. Cette demande, formulée par un courrier distinct, est effectuée simultanément au dépôt du présent accord.

## **Article 11 | Révision et dénonciation**

Le présent accord est révisable totalement ou partiellement à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires. Toute modification donnera lieu à un avenant conclu par les partenaires sociaux ou une partie d'entre eux conformément aux dispositions légales.

La demande de révision devra être portée à la connaissance des organisations représentatives, par lettre recommandée avec avis de réception. Elle devra être accompagnée d'une lettre de notification d'un nouveau projet de texte sur les points sujets à révision. Les discussions devront commencer dans un délai de trois mois suivant la réception de la lettre de notification.

Le présent texte restera en vigueur jusqu'à l'application du nouvel avenant signé à la suite d'une demande de révision.

En outre, le présent texte et ses avenants éventuels pourront être dénoncés par l'un ou l'autre des signataires dans les conditions définies par la loi.

L'accord peut être à tout moment dénoncé avec un préavis de trois mois. Toute dénonciation par l'une des parties signataires est obligatoirement notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre décharge à chacune des autres parties.

Toute organisation syndicale représentative des salariés ou des employeurs peut en demander la révision à l'issue d'un cycle électoral.

## **Annexe** Liste des certifications éligibles à la « Pro-A » pour la branche « Négoce et prestations médicotechniques »

Certifications éligibles à la « Pro-A »
Administrateur systèmes réseaux
Agent de commandes
Agent entretien matériels
Assistant/attaché de direction
Assistant administratif
Assistant commercial
Assistant comptable
Assistant de direction spécialisation Web
Assistante de direction
Assistante médico-administrative
Bachelor administration et gestion des entreprises
Bachelor business développeur commercial et marketing
Bachelor commerce
Bachelor responsable communication
Bachelor responsable de distribution
Bachelor responsable management opérationnel commercial et marketing
BTS assistant de gestion de pme-pmi
BTS assistant manager
BTS commerce international
BTS comptabilité gestion
BTS design d'espace
BTS management commercial opérationnel
BTS management des unités commerciales
BTS management des unités commerciales
BTS négociation et digitalisation de la relation client
BTS services et prestations des secteurs sanitaire et social
BTS services informatiques aux organisations
BTS support à l'action managériale
Chargé des ressources humaines
Chef de projet digital
Chef de projet en communication et publicité

Certifications éligibles à la « Pro-A »
Chef de projet en conception des systèmes informatiques
Chef de projet multimédia
Chef de projet système d'information
Chef entreprise développeur de PME
Collaborateur comptable et financier
Comptabilité et bureautique titre ASCA
Comptable gestionnaire
Concepteur designer graphique et multimédia
Concepteur d'espaces intérieurs
Concepteur développeur informatique
Concepteur développeur informatique
Coordinateur administratif
CQP technicien en industrialisation et amélioration de processus
CQPI agent logistique
Décorateur visuel merchandising
Designer web
Développeur marketing et commercial
Diplôme de cadre de sante
Diplôme de comptabilité et de gestion
Diplôme ESC Toulouse – programme bac+ 3 en management
Diplôme visé grade de master
Dirigeant manager opérationnel d'entreprise
Dirigeant manager opérationnel d'entreprise
Dut carrières juridiques
Dut qualité logistique industrielle et organisation
Expert en sécurité digitale
Expert en stratégie digitale
Expert en stratégie digitale
Formation de formateurs
Gestionnaire comptable et financier
Gestionnaire de l'administration des ventes et de la relation commerciale
Gestionnaire de paie
Gestionnaire des ressources humaines
Gestionnaire en maintenance et support informatique
Graphiste motion designer
Infographiste multimédia
Licence droit économie gestion
Licence pro commerce

Certifications éligibles à la « Pro-A »
Licence pro coordinateur de projets en systèmes d'information
Licence pro gestion des ressources humaines
Licence pro maintenance et technologie médicale et biomédical
Licence pro management et gestion des organisations
Licence pro marketing des services et de la relation client
Licence pro mention métiers de la gestion et de la comptabilité
Licence pro mention métiers de la promotion des produits de sante
Licence pro métiers de l'entrepreneuriat manager
Licence pro métiers du marketing opérationnel
Licence pro systèmes informatiques et logiciels spécialité développement et ...
Manager achats et supply chain
Manager comptable et financier
Manager d'affaires internationales
Manager de la stratégie et de la performance commerciale
Manager de l'innovation et du développement de projets transversaux
Manager de pme pmi
Manager de projet
Manager de projet Web digital
Manager d'entreprise ou de centre de profit
Manager des achats internationaux
Manager des organisations
Manager des stratégies communication marketing
Manager des systèmes intégrés QSE
Manager du développement commercial
Manager du développement d'affaires à l'international
Manager du développement des entreprises et des organisations
Manager du marketing digital
Manager d'unité opérationnelle
Manager d'univers marchand
Manager marketing data et commerce électronique
Manager marketing et développement commercial
Manager opérationnel
Manager produits et marketing
Manager qualité sécurité environnement
Manager stratégique Web
Master 2 management et administration des entreprises
Master 2 management et gestion des entreprise
Master 2 manager d'unité opérationnelle

Certifications éligibles à la « Pro-A »
Master 2 web éditorial
Master droit économie gestion
Master en ingénierie financière et finance d'entreprise
Master management social et ressources humaines
Master manager de la stratégie digitale et de la communication numérique
Master manager et commercial
Master marketing et communication
Master pro ingénierie de la sante
Master sciences humaines et sociales
Master sciences, technologies, santé
Master spécialisé manager marketing et commercial dans les industries de sante
Master manager des entreprises de la communication
Master spécialisé digital business-strategy
MBA management du développement commercial
Négociateur d'affaires
Négociateur technico-commercial
Orthopédiste orthésiste podologue
Programme grande école
Responsable achat
Responsable adjoint service client réseau
Responsable de communication
Responsable de développement commercial
Responsable de développement commercial
Responsable de gestion des ressources humaines
Responsable de la chaine logistique
Responsable de la distribution
Responsable de projets informatiques
Responsable d'exploitation
Responsable du développement et du pilotage commercial
Responsable en ingénierie systèmes et réseaux
Responsable en logistique
Responsable marketing et commercial
Responsable marketing et communication
Responsable marketing et développement commercial
Responsable marketing opérationnel
Responsable opérationnel d'unité
Responsable opérationnel en gestion d'entreprise
Responsable performance industrielle



Certifications éligibles à la « Pro-A »
Responsable qualité sécurité environnement
Responsable technico-commercial France et international
Secrétaire médicale
Secrétaire technique option sante
Technicien supérieur en méthodes et exploitation logistique
Technico-commercial
Titre professionnel technicien d'équipement d'aide la personne
Vendeur conseiller-commercial

*Fait à Paris, le 11 décembre 2019.*

(Suivent les signatures.)